

4D

Dialogue #6: Résilience climatique pour le(s) dividende(s) démographique(s)

Dialogues sur les politiques de
gouvernement à gouvernement
sur la diversité démographique
et les dividendes



INTRODUCTION

La crise climatique, qui a de profondes répercussions sur le développement durable et qui compromet les chances offertes par les dividendes démographiques, est l'un des défis les plus grands et les plus urgents de notre époque. Les conséquences de la crise climatique sont ressenties par tous; cependant, les pays en développement sont souvent touchés de manière disproportionnée et disposent de ressources limitées pour apporter des réponses adéquates. En approfondissant l'analyse, on constate que le changement climatique n'est pas neutre du point de vue du genre et qu'il peut exacerber les inégalités existantes. La destruction des infrastructures peut empêcher de nombreux enfants et jeunes de terminer leur scolarité et limiter l'accès des filles et des femmes aux services de santé. Dans le même temps, la violence fondée sur le genre et les pratiques néfastes sont susceptibles de prendre de l'ampleur en période de tension et de pénurie. Ces facteurs menacent les progrès socioéconomiques qui sont nécessaires pour améliorer le bien-être des populations, renforcer la résilience aux crises et promouvoir la transition démographique.

Il existe néanmoins des solutions pour atténuer l'impact et même créer des opportunités durant le processus d'adaptation et de transformation lié au changement climatique. Lorsque les responsables politiques élaborent des mesures de

résilience et d'adaptation au climat, ces acteurs doivent tenir compte des besoins des populations particulièrement exposées, telles que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés, afin d'accroître leur capacité à gérer au mieux les risques découlant du changement climatique. Les responsables politiques doivent également mettre à profit le potentiel des femmes leaders et l'esprit d'innovation des jeunes.

Le 8 septembre 2022, plus de 120 participant·e·s, expert·e·s et intervenant·e·s ont assisté à la sixième édition de la série Dialogues sur les politiques de gouvernement à gouvernement sur la diversité démographique et le(s) dividende(s) [Dialogue series on Demographic Diversity and Dividend(s), série 4 D], intitulée « La résilience climatique pour le(s) dividende(s) démographique(s) ». Organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine (CUA), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le gouvernement allemand, la série 4D s'appuie sur les discussions entamées en 2019 lors du sommet de Nairobi sur la Conférence internationale pour la population et le développement (CIPD25). Les débats ont porté sur les politiques et les pratiques dont disposent les pays pour planifier leur développement.

Quatre sessions de groupe ont été consacrées à des questions fondamentales reliant les défis du changement climatique aux caractéristiques et aux opportunités des tendances démographiques. Ces quatre sessions visaient à partager des exemples efficaces de réponses intégrées et à discuter de pistes d'action pour l'avenir :

- L'égalité de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs – la clé de l'adaptation et de la résilience au changement climatique
- Les jeunes en action en faisant preuve de leadership et d'innovation dans le cadre d'actions d'adaptation et de résilience au changement climatique portées au niveau local : des possibilités d'emplois verts et de nouveaux moyens de subsistance
- Ne laisser personne de côté au niveau des données et de la recherche sur les impacts du changement climatique
- La migration, une option d'adaptation au changement climatique ? Les implications de la pauvreté, du genre et de la vulnérabilité socioéconomique

Le présent rapport fournit un compte-rendu détaillé des discussions qui ont eu lieu lors de l'événement. Il résume les points de vue des participant·e·s dans leur diversité et offre un aperçu complet des exemples du monde entier qui ont été partagés lors de l'événement. Ce rapport encourage également à poursuivre l'engagement sur les questions abordées et propose des actions pouvant être prises pour relever les défis évoqués. Un document de réflexion préparé pour alimenter les discussions est disponible [ici](#).



RÉSUMÉ

Il ne s'agit plus de savoir si le changement climatique se produira, mais plutôt quels seront ses effets et dans quelle mesure nous sommes prêt·e·s à nous y adapter et à y faire face. À cette fin, les gouvernements doivent engager des mesures rapides et décisives pour freiner le changement climatique et assurer une préparation et une protection adéquates ainsi qu'un développement durable. Les investissements dans des domaines essentiels au développement socioéconomique tels que l'emploi inclusif, l'éducation, la santé ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) peuvent contribuer au renforcement de la résilience au changement climatique. L'amélioration de la qualité des données disponibles sur les populations vulnérables est un moyen de mieux comprendre leurs besoins spécifiques. Il est crucial de reconnaître que le changement climatique n'est pas neutre du point de vue du genre et que, pour être efficaces, les efforts d'atténuation doivent placer les femmes et les jeunes au centre de l'action et leur permettre d'agir en tant qu'agents du changement.



En outre, les gouvernements doivent tenir compte de la dynamique démographique dans les politiques et les mesures d'adaptation afin de garantir le bien-être de toutes et tous et, in fine, de récolter les fruits des dividendes démographiques.

La section suivante récapitule les principaux points d'action suggérés par les participant·e·s au dialogue :

- Élaborer des stratégies holistiques au lieu d'approches cloisonnées qui traitent des interconnexions entre différents domaines touchés par le changement climatique tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation et à la santé, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et l'autonomisation économique.
- Tenir compte des besoins en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs dans la planification tout en veillant à ce que les mesures d'adaptation garantissent l'autonomie corporelle des femmes et des filles.
- Non seulement s'assurer que les besoins des femmes et des filles sont pris en compte et satisfaits, mais aussi leur fournir une plateforme pour qu'elles deviennent des moteurs du changement.
- Inclure les femmes dans la gestion des catastrophes et renforcer leur capacité à devenir résilientes au-delà de la réponse immédiate aux crises en vue d'un développement durable à long terme.
- Renforcer l'engagement des jeunes dans la vie économique et en faveur du changement climatique, et leur donner davantage de latitude pour participer à la prise de décision politique.
- Faire correspondre des idées d'affaires innovantes et durables à des solutions d'accès au financement et au savoir-faire en matière de gestion afin de renforcer la mise en place d'une économie verte.
- Comblar les lacunes en matière de données sur les impacts du changement climatique, notamment sur les groupes vulnérables tels que les femmes et les filles, les personnes handicapées, les migrants et les communautés autochtones.
- Améliorer le financement et renforcer les capacités des instituts de recherche locaux, en permettant l'émergence d'une masse critique de chercheur·euse·s.
- Améliorer la cohérence des politiques climatiques et migratoires.
- Élargir les possibilités de migration légale et sûre afin de faire de la migration une option d'adaptation au changement climatique.

1. L'ÉGALITÉ DE GENRE ET LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS – LA CLÉ DE L'ADAPTATION ET DE LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est un problème mondial qui affecte tous les aspects de la vie, y compris l'égalité de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). En exacerbant les inégalités existantes, les effets du changement climatique peuvent être particulièrement préjudiciables aux femmes et aux filles. Les catastrophes d'origine climatique peuvent conduire à une augmentation des risques pour la santé maternelle, de la violence fondée sur le genre, du mariage des enfants et d'autres pratiques néfastes. Alors que les hommes ont plus tendance à quitter les zones touchées par les crises et les conflits, les femmes et les filles n'ont souvent pas d'autre choix que de rester derrière et de faire face aux catastrophes. Lorsque les femmes quittent les zones rurales affectées par le changement climatique pour habiter en ville, leur accès à des services de santé abordables, y compris à la planification familiale, peut s'en trouver réduit. Par conséquent, les plans d'adaptation au changement climatique doivent tenir compte de la dimension du genre et combler le fossé actuel entre les secteurs clés, notamment entre les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'EAH et de l'autonomisation économique. Les gouvernements doivent veiller à inclure les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé dans les discussions sur les réponses potentielles. En outre, des rôles clés doivent être attribués aux femmes en tant que cheffes de file afin de s'assurer que leur voix est entendue. Le renforcement des capacités et la collaboration avec des acteurs confessionnels peuvent également contribuer à combler le fossé entre la résilience au changement climatique, le dividende démographique et les efforts en matière de santé reproductive.

Les participant·e·s au groupe de travail « Égalité de genre et santé et droits sexuels et reproductifs » ont souligné à quel point il est essentiel que les mesures d'adaptation au changement climatique tiennent compte de l'impact des catastrophes d'origine climatique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Plus important encore, ces personnes ont constaté un écart entre les plans nationaux d'adaptation au changement climatique et la SDSR. Il est essentiel de poursuivre des approches multisectorielles qui examinent conjointement les questions de

► Le Ghana et le Kenya s'attachent actuellement à promouvoir la santé reproductive et l'adaptation au changement climatique. Le Ghana élabore une approche politique conjointe plus holistique qui aborde les liens entre les inégalités en matière de santé et les effets du changement climatique, ainsi que d'autres facteurs qui influencent la résilience climatique, tels que l'éducation. Le Kenya a mis en place un mécanisme de coordination multisectoriel sur l'intégration de l'approche population, santé et environnement (PSE). La stratégie et les lignes directrices du pays en matière de PSE prévoient l'intégration de la planification familiale et des interventions en matière de la santé sexuelle et reproductive et de changement environnemental. Divers programmes de PSE sont actuellement mis en œuvre à travers le pays. Ils visent à éliminer les cloisonnements sectoriels et à favoriser l'intégration des interventions en matière de santé sexuelle et reproductive et de changement climatique en établissant des groupes de travail techniques multisectoriels.





“ Le changement climatique affecte plus durement les femmes et les jeunes filles. Il augmente la fréquence et l'intensité des sécheresses ou des inondations et engendre des processus à évolution lente tels que la désertification et le recul des glaciers. Les effets secondaires sont moins manifestes, mais la détérioration des routes ou des installations sanitaires empêche souvent les femmes et les jeunes filles d'accéder aux soins de santé. Le changement climatique porte également préjudice à la santé maternelle et peut créer des conditions propices à l'augmentation de la violence fondée sur le genre et des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants. La plupart des stratégies nationales sur le climat ne font cependant pas état de l'impact du changement climatique sur les femmes et les filles. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, nous devons renforcer le leadership, la capacité d'action et l'autonomie économique des femmes et des filles.

Edinin Aderemi, experte régionale en plaidoyer, Nigeria, Pathfinder

population, de santé et d'environnement (PSE). Au cours de la discussion, l'intérêt que revêt une approche intégrée portant, par exemple, sur la santé sexuelle et reproductive et les pratiques de conservation a été souligné. Certaines questions sont étroitement liées : garantir l'accès à une contraception efficace, avoir une famille de la taille souhaitée, adopter des pratiques agricoles durables pour assurer l'approvisionnement en nourriture et répondre aux besoins des femmes et des enfants. Le fait de les considérer comme des domaines d'action interdépendants crée des synergies et des retombées qui améliorent les capacités de planification et l'efficacité des politiques. Le groupe a rappelé l'importance d'une approche fondée sur les droits dans tous les efforts visant à renforcer la résilience au changement climatique et les mesures d'adaptation, afin de s'assurer qu'elles n'entravent pas le droit des femmes et des jeunes filles à disposer librement de leur corps (autonomie corporelle). Le groupe a également souligné les risques encourus en négligeant le lien entre le climat et la justice de genre. Dans certains pays, aucune femme n'occupe un poste de direction dans les structures de gestion des catastrophes. Le groupe a convenu que les femmes devaient être présentes à la table des discussions sur les interventions liées au changement climatique afin de garantir la prise en compte systématique de leurs besoins spécifiques.



2. LES JEUNES EN ACTION EN FAISANT PREUVE DE LEADERSHIP ET D'INNOVATION DANS LE CADRE D'ACTIONS D'ADAPTATION ET DE RÉSILIENCE PORTÉES AU NIVEAU LOCAL : DES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS VERTS ET DE NOUVEAUX MOYENS DE SUBSISTANCE

Pour lutter activement contre le changement climatique, les gouvernements et les institutions doivent tirer le meilleur parti du potentiel des jeunes et des idées qu'ils proposent pour faire face au changement climatique et promouvoir un développement socioéconomique durable. Pourtant, ce potentiel est souvent limité par des facteurs externes. Les participant·e·s au groupe de travail « *Les jeunes en action en faisant preuve de leadership et d'innovation dans le cadre d'actions d'adaptation et de résilience portées au niveau local: des possibilités d'emplois verts et de nouveaux moyens de subsistance* » ont souligné qu'en matière de développement des

► Au Maroc, la Conférence locale de la jeunesse (LCOY) a rassemblé des jeunes militant·e·s de tout le pays pour étudier les solutions au changement climatique. La conférence visait à renforcer les capacités des jeunes et à faire entendre leur voix dans les processus de décision politique. La conférence a débouché sur la rédaction d'une déclaration que les participant·e·s ont partagée avec le ministère marocain de la Transition énergétique et du Développement durable et avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation. À l'échelle mondiale, la déclaration a été discutée lors de la Conférence internationale de la jeunesse qui s'est tenue en amont de la COP27, la conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2022.

affaires, les consommateur·rice·s se méfient souvent des produits proposés par les entreprises africaines et ont tendance à se tourner vers des produits de marque américaine ou européenne, ce qui crée une barrière structurelle pour les nouvelles entreprises locales africaines. Ce manque de confiance dans les marques africaines se traduit également par des chaînes d'approvisionnement mondiales générant des émissions de CO₂ inutilement élevées.



Le groupe a reconnu le rôle majeur joué par les jeunes dans la transformation des économies vers un avenir plus vert. Les participant·e·s ont identifié plusieurs possibilités permettant aux jeunes d'être à l'avant-garde de cette transformation telles que la création, au sein des gouvernements, d'un environnement plus réceptif à l'engagement des jeunes dans le monde des affaires et le changement climatique, ainsi que le développement des possibilités de participation des jeunes à la prise de décision politique et l'accès à des opportunités de financement pour leurs entreprises. Pour ce faire, des forums tels que le Conseil mondial des jeunes sur le climat devraient être mis en place afin de mettre en relation les responsables politiques avec les jeunes entrepreneur·euse·s et les organisations de la société civile dirigées par des jeunes. En outre, il est nécessaire d'investir davantage dans l'éducation dans les domaines du management, de la finance, de la gestion d'entreprise et de la protection de l'environnement afin de donner aux jeunes leaders motivés les moyens de s'engager activement. Les jeunes devraient bénéficier de réseaux, tirant parti de l'intelligence collective de chercheur·euse·s et d'homologues politiques partageant la même vision et les mêmes valeurs. À cette fin, le groupe a recommandé de créer un environnement propice à l'innovation, où l'esprit inventif peut prendre son essor et se propager, stimulant ainsi l'économie tout en la rendant plus verte.

“ Les jeunes ont besoin aujourd'hui d'une autonomie d'action. Ils doivent être sensibilisés au changement climatique. Cela signifie une éducation à l'environnement ou au climat. En outre, un mécanisme de financement climatique s'impose. Les jeunes essaient d'innover, de trouver différentes solutions et fondent des startups. Mais le problème est de financer leurs projets et leurs idées. Nous devrions créer des plateformes permettant de partager les opportunités de financement pour les jeunes.

Delphin Kaze, fondateur et PDG de Kaze Green Economy (KAGE) et militant climatique burundais

3. NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ AU NIVEAU DES DONNÉES ET DE LA RECHERCHE SUR LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il est impossible de planifier et de mettre en œuvre efficacement des interventions liées au changement climatique en l'absence de données désagrégées concernant l'impact sur des populations spécifiques. Bien que la recherche sur les effets du changement climatique se soit intensifiée ces dernières années, elle se concentre essentiellement sur les pays du Nord. En Afrique, en particulier, on manque de données localisées sur les effets du changement climatique, notamment sur les groupes vulnérables tels que les personnes handicapées, les migrants urbains et les communautés autochtones, et sur la manière dont leurs besoins peuvent être pris en compte. En raison des biais existants en matière de financement, la priorité est donnée aux grands instituts internationaux généralement basés dans les pays à revenu élevé, tout en négligeant les institutions de taille plus modeste, en particulier dans les pays à revenu faible ou moyen.



▶ Les phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique sont de plus en plus fréquents au **Sénégal** également. En juillet et août 2022, les précipitations ont été deux fois plus importantes que d'ordinaire dans la capitale du pays, à Dakar, ce qui a entraîné des inondations. Le ministère de l'Environnement et du Développement durable s'emploie à répondre au mieux au changement climatique. Il a produit des documents de planification nationale qui tiennent compte de l'impact du changement climatique sur les différents secteurs économiques et collabore étroitement avec des scientifiques pour élaborer des politiques fondées sur des données factuelles. Le ministère collabore par exemple avec le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), le premier centre d'excellence du réseau NTA en Afrique, afin d'intégrer une perspective sur les dividendes démographiques dans sa planification.



Il en résulte un manque de données localisées sur la manière dont le changement climatique affecte et affectera les différentes populations en Afrique, et les chercheur·euse·s du continent ne bénéficient pas d'un financement suffisant pour combler ces lacunes.

Les discussions au sein du groupe de travail « **Ne laisser personne de côté au niveau des données et de la recherche sur les impacts du changement climatique** » se sont concentrées sur la manière dont le manque de données pose des défis supplémentaires aux décideur·euse·s dans leur quête d'atténuation des conséquences du changement climatique. L'un des principaux enseignements de ces discussions a été la nécessité de saisir la dynamique des populations et d'intégrer ces informations dans le dialogue politique et la planification. Les groupes les plus vulnérables en particulier doivent être inclus dans la collecte et l'analyse des données. Par exemple, il est crucial d'étudier et de comprendre l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes sur les personnes présentant divers handicaps, et de prendre en compte leurs besoins pendant une évacuation et la catastrophe sous la forme d'abris correctement équipés et d'installations médicales appropriées. Certain·e·s participant·e·s à la discussion ont suggéré qu'au-delà de l'intégration de données sur les groupes vulnérables dans les travaux de recherche, l'établissement de partenariats entre les groupes marginalisés et les institutions de recherche locales peut stimuler l'échange mutuel et le travail de plaidoyer. La mise en place de structures appropriées est une condition préalable à l'intensification des activités de recherche à l'échelon local. Les instituts nationaux et les administrations locales doivent bénéficier d'un financement adéquat pour apporter leur expertise locale et produire des données spécifiques au contexte. Le renforcement des institutions locales chargées de la collecte et de l'analyse des données peut contribuer à la constitution d'une masse critique de chercheur·euse·s africain·e·s spécialisé·e·s dans le changement climatique, afin que personne ne soit laissé pour compte.

► Au **Kenya**, l'aménagement du territoire est décentralisé et les 47 administrations des comtés sont chargées de planifier et de mettre en œuvre les actions de développement au niveau local. Cependant, les comtés ne disposent souvent pas d'urbanistes qualifiés et de connaissances en matière de systèmes d'information géographique (SIG). Pour combler cette lacune, le Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC) a soutenu l'administration du comté de Kisumu en formant son personnel aux éléments clés d'un aménagement du territoire au service du développement durable, en mettant l'accent sur la prise en compte du changement climatique et des besoins de la population au niveau local et sur la nécessité de ne laisser personne de côté.



4. LA MIGRATION, UNE OPTION D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ? – LES IMPLICATIONS DE LA PAUVRETÉ, DU GENRE ET DE LA VULNÉRABILITÉ SOCIOÉCONOMIQUE

La hausse des températures provoque des changements dans la topographie et les paysages. Cela peut conduire, par exemple, à une montée du niveau des eaux ou à des périodes de sécheresse, qui affectent les moyens de subsistance des populations et peuvent, à leur tour, entraîner des migrations induites par le climat. Si la migration peut être un moyen d'échapper à une situation difficile, elle peut avoir des effets secondaires négatifs, notamment sur les groupes vulnérables. Un grand nombre de personnes quittant un village, par exemple, peut rendre cette communauté moins habitable pour les personnes qui y demeurent, ce qui a pour effet de créer des « villages vides ». Les populations quittant les zones rurales pour s'installer en ville à cause du climat connaissent souvent des conditions de vie encore plus précaires, par exemple dans les quartiers urbains informels. En même temps, les options de migration, qui représentent une stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique, sont généralement moins nombreuses pour les groupes les plus vulnérables : les femmes, les personnes âgées, les ménages à faibles revenus, les jeunes, les enfants et les personnes handicapées.

Financé par l'UE, le projet de recherche HABITABLE réunit 21 partenaires de 18 pays. Il étudie les liens entre les effets du changement climatique et les schémas de migration et de déplacement interne. Les travaux de recherche sont axés sur la notion d'habitabilité et visent à mieux comprendre comment les perturbations de l'environnement peuvent potentiellement déclencher des changements sociaux majeurs. Le projet HABITABLE fournit des données recueillies dans cinq pays d'étude de cas primaires (Ghana, Mali, Éthiopie, Soudan et Thaïlande) et deux pays d'étude de cas secondaires (Sénégal et Afrique du Sud) qui soulignent l'importance de l'adaptation du lieu et de la migration comme choix nécessaire pour tenter de créer une résilience climatique.

Le groupe de travail « La migration, une option d'adaptation au changement climatique ? – Les implications de la pauvreté, du genre et de la vulnérabilité socio-économique » a évalué les risques et les défis associés à la migration et le rôle que joue le développement démographique dans cette dynamique. Les intervenant·e·s du groupe de travail sont convenus que la migration pouvait accroître la résilience aux impacts climatiques en réduisant l'exposition aux risques climatiques et en donnant ainsi aux populations l'opportunité de retrouver des moyens de subsistance et d'assurer de nouveau leur sécurité alimentaire. Les chocs environnementaux peuvent temporairement entraver la capacité des personnes à réagir, mais à long terme, une migration sûre et sans risque devient de plus en plus probable en tant que mesure d'adaptation. Le groupe a recommandé de reconnaître que la migration n'est pas un phénomène nouveau et de la soutenir en tant que moyen efficace pour répondre aux effets du changement climatique. Les gouvernements et les responsables politiques devraient améliorer la cohérence des politiques et intégrer la question des migrations dans les politiques climatiques. Les systèmes d'alerte précoce et de protection sont essentiels pour répondre aux besoins des différents groupes. Des investissements dans la recherche sur les vulnérabilités climatiques et les facteurs de migration permettraient d'agir de manière préventive et d'en comprendre les causes. Des investissements dans le développement rural et urbain ainsi qu'une augmentation des possibilités de migration légale et régulière devraient être envisagés pour permettre à la migration d'être une option. Le Pacte mondial sur les migrations constitue un point de départ intéressant à cet égard.



“ Malgré la diversité des contextes, un constat commun s'impose. Lorsqu'elles disposent d'un éventail d'options pour faire face aux aléas ou aux effets du changement climatique à évolution lente, la migration n'est généralement pas la première option choisie par les personnes concernées. Mais si elles sont en mesure de choisir la migration, de la planifier de manière proactive et d'organiser les ressources du ménage en conséquence, cela peut être un résultat très positif, non seulement pour les migrant·e·s eux·elles-mêmes, mais aussi pour la communauté restée au pays et pour les membres de leur ménage.”

Julia Blochen, responsable de projet « HABITABLE: lier le changement climatique, l'habitabilité et les points de basculement sociaux: scénarios de migration climatique »

CONCLUSION

Les catastrophes induites par le changement climatique se multiplieront dans les années et les décennies à venir, et les gouvernements doivent être mieux préparés à relever les défis qui en découleront. Les responsables politiques régionaux et nationaux doivent élaborer des plans visant à garantir un accès continu aux services de santé, même en temps de crise, à donner aux jeunes entrepreneur·euse·s les moyens de créer des économies vertes et durables, à améliorer la disponibilité de données désagrégées sur les différentes populations et à faciliter une migration sûre et autodéterminée. En adoptant des approches d'adaptation sensibles au genre et fondées sur l'équité et les droits humains, les dirigeant·e·s aux niveaux mondial et national peuvent récolter le(s) dividende(s) démographique(s) grâce à leurs efforts pour renforcer la résilience climatique. Selon les mesures prises dès à présent, le développement durable risque de ne pas être au rendez-vous ou constituera au contraire le point de départ pour relever les défis engendrés par la crise climatique et améliorer les moyens de subsistance dans le monde entier.



MENTIONS LÉGALES

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn and Eschborn, Germany

Initiative sectorielle Dynamiques démographiques, santé et droits sexuels et reproductifs
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60 – 0
F +49 228 44 60 – 17 66

E demografie@giz.de
I www.giz.de/en

Auteur : FLMH Labor für Politik und Kommunikation GmbH

Crédits photos/Sources : S 1: deposit photos/ Sunshine Seeds, S 2: deposit photos/ vystek, S 3: GIZ/ Ranak Martin, S 4: GIZ/ Fabiana Anabel Woywod, S 5: GIZ/ Fabiana Anabel Woywod, S 5: GIZ/ Pierre Gatten, S 6: shutterstock/ Ryan Rodrick Beiler, S 7: GIZ, S 8: shutterstock/ Ethan Daniels, S 8: shutterstock/ Nenz Chaturvedi, S 9: GIZ/ Picasa, S 10: GIZ/ Markus Kirchgessner, S 11: shutterstock/ Pradeep Gauns, S 11: shutterstock/ Pfad Tuncay, S 12: GIZ/ Thomas Imo/ photothek.de, S 12: GIZ/ Climax Film Production

Sur mandat de
la division Politique démographique, protection sociale du ministère fédéral allemand de
la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Bonn, 2023